

**FACTEURS COMMERCIAUX ET SOCIO-ECONOMIQUES DES  
MOBILITES TRANSFRONTALIERES SENEGALO-GAMBIENNES****COMMERCIAL AND SOCIO-ECONOMIC FACTORS OF SENEGAL-  
GAMBIAN CROSS-BORDER MOBILITY****Abdourahmane Mbade SENE**

Enseignant chercheur  
Université Assane Seck  
Email : [asene@univ-zig.sn](mailto:asene@univ-zig.sn)

**Mahamadou DIALLO**

Doctorant  
Université Assane Seck  
Email : [m.diallo3993@zig.univ.sn](mailto:m.diallo3993@zig.univ.sn)

**Résumé**

L'objectif de l'article vise à caractériser la commune frontalière de Dinguiraye et ses mobilités transfrontalières avec les localités gambiennes. La méthodologie repose sur des enquêtes quantitatives et qualitatives. Les résultats mettent en exergue une zone d'étude tranquille, marquée par une homogénéité ethnoculturelle et une frontière perméable. Celle-ci montre des différences de potentiel économique et monétaire de part et d'autre de la frontière qui entraîne des mobilités et des flux transfrontaliers à la fois licites et illicites.

**Mots-clés (5) :** Frontière, mobilités, flux, commune de Dinguiraye, populations locales.

**Abstract**

The objective of this paper is to characterize the Dinguiraye commune border and its cross-border mobility with Gambian localities. The methodology is based on quantitative and qualitative surveys. The results highlight a quiet study area, marked by ethnocultural homogeneity and a permeable boundary. The area shows differences in economic and monetary potential on both sides of the border, which leads to mobility and cross-border flows that are both legal and illegal.

**Keywords (5):** Border, mobility, flow, Dinguiraye commune, local populations.

**Introduction**

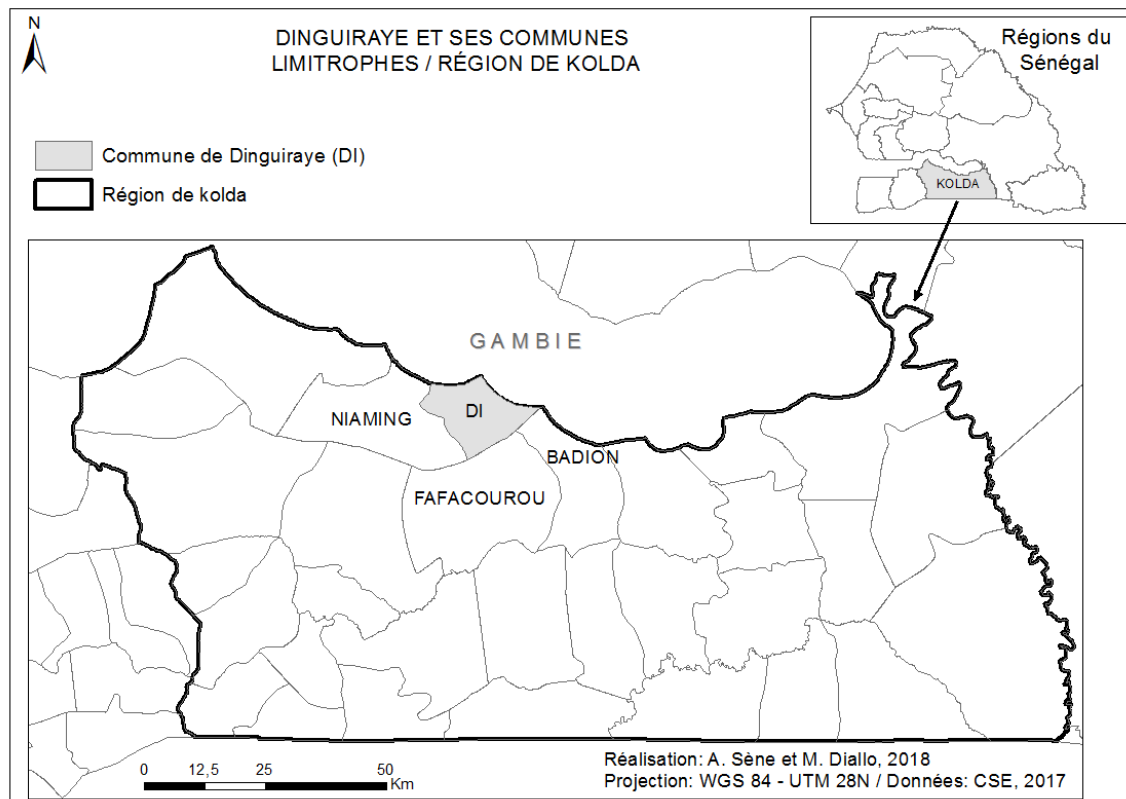
La plupart des régions frontalières d'Afrique sont caractérisées par une grande dynamique des flux migratoires et de marchandises. Ainsi, les frontières africaines au lieu de constituer des ruptures territoriales construisent des réseaux et des espaces zonaux qui exploitent les mêmes appartenances socio-culturelles, la complémentarité économique et les différences des approches de gouvernance des États riverains (Igué, 1995 ; Walter, 2008 ; Foucher, 2014 ; Diallo, 2015). Les frontières actuelles n'ont donc pas entravé la circulation marchande ou anéanti les réseaux de négoce préexistants. « *Elles ont plutôt favorisé leur mutation, provoqué la naissance de complémentarité et, qu'activement retravaillées par les logiques autochtones, elles ont suscité de nouveaux circuits d'échanges informels, voire facilité l'émergence de spécialisations* » (Dubresson et al. (2011: 207). Cette évolution justifie qu'aujourd'hui

certaines périphéries nationales africaines se présentent comme des régions structurées et dynamisées par les limites des frontières politiques.

Dans la rive gauche de la frontière sénégal-gambienne, ce dynamisme se traduit par des flux licites importants de personnes, de véhicules et de marchandises qui traversent quotidiennement la frontière (Sène & Kane, 2018; Enda Diaopol, 2013). Il se traduit également par d'importants flux illicites comme le trafic de bois, le vol de bétail et la contrebande (Evans, 2003; Verdier, 2013; Sène, 2014; Caramel, 2016). Une des principales caractéristiques de cette zone frontalière, notamment sur les limites de la Gambie avec les régions de Ziguinchor et de Sédhiou est la présence d'un conflit armé considéré de « basse intensité » qui date depuis plus de trente ans. Ce conflit, loin de freiner les dynamiques transfrontalières les exacerbent plutôt avec des déplacements de populations fuyant la crise et la construction de zone de non droit favorisant la multiplication des échanges illicites (Diallo, 2012; Ravet, 2012; Tavares, 2015; Ebere, 2015).

La zone d'étude représentée par la commune frontalière de Dinguiraye située dans le département de Médina Yoro Foulah (MYD) et la région de Kolda (Fig.1), n'est pas véritablement affectée par le conflit casamançais, ni par les déplacements transfrontaliers de populations fuyant la crise. Dans ce contexte, l'objectif de ce papier vise à comprendre les dynamiques, les mutations, les activités et les mobilités qui affectent cet espace frontalier. En d'autres termes, il s'agit de caractériser la zone frontalière et ses mobilités. Au regard des travaux cités, l'hypothèse de recherche proposée est que la ligne de la frontière de la zone d'étude ne constitue pas une barrière aux mobilités transfrontalières des populations locales. Pour tester l'hypothèse et atteindre l'objectif général, trois principales questions sont posées : Quelles sont les principales caractéristiques de la zone d'étude transfrontalière (commune de Dinguiraye) ? Quels sont les facteurs qui expliquent les mobilités transfrontalières dans la zone ? Quelle est la nature de ces mobilités transfrontalières ? Le plan du papier s'articule autour de trois parties. D'abord est abordée la méthodologie de recherche et la présentation de la zone d'étude. Ensuite, le second point traite de l'incidence de la discontinuité territoriale née de la frontière sur les mobilités transfrontalières licites. Enfin, la troisième partie évoque la frontière comme un support aux mobilités transfrontalières illicites.

**Figure 1 : Présentation de la zone d'étude**



Source : Sène et Diallo, 2018

## I. LA PRESENTATION DE LA METHODOLOGIE ET DE LA ZONE D'ETUDE

### 1.1. L'approche méthodologique

Les enquêtes quantitatives auprès des ménages sont réalisées sur la base d'un questionnaire au mois de septembre 2017. Pour faciliter l'échantillonnage, le zonage de la commune élaboré dans le document du Plan Local de Développement (PLD) de 2011/2017 est adopté. Dans ce document, la collectivité territoriale est divisée en trois zones. Il s'agit de la zone de Dinguiraye (677 ménages) située à proximité de la frontière, de Ndawène (475 ménages) localisée au centre de la commune et de Mballoconda (246 ménages) la plus éloignée de la frontière. La commune de Dinguiraye compte alors un total de 1398 ménages (ANSD, 2013).

La technique d'enquête mobilisée est un échantillonnage stratifié à partir de laquelle la zone la plus proche de la frontière a le plus grand quota que les autres. De ce fait, nous avons administré 63 questionnaires pour la zone de Dinguiraye, 35 pour la zone de Ndawène et 21 pour celle de

Mballocounda. La discrimination des zones est faite sur la base de leur position géographique par rapport à la frontière. L'unité d'échantillonnage est le ménage et l'unité de référence est le chef de ménage. Au total 119 questionnaires sont soumis aux différents chefs de ménages de la commune répartis dans 17 villages (09 villages pour la zone de Dinguiraye, 05 villages pour la zone de Ndawène et 03 villages pour la zone de Mballocounda). Deux critères sous-tendent le choix des villages enquêtés dans chaque zone : la taille et la position par rapport à la frontière. Le pourcentage de l'échantillonnage ainsi calculé ( $119 * 100 / 1398$ ) est de 8,5%.

**Tableau 1 : Récapitulation de l'échantillonnage**

Zones	Nombre de ménages	Nombre de ménages enquêtés	Noms de villages interrogés
<b>Dinguiraye</b>	677	63	Dinguiraye, Abékouta, Hamdallaye, Béal, Gounasse 1, Sinthiang Wopa, Kanel, Saradou, Médina Thialène
<b>Ndawène</b>	475	35	Doboncounda, Mbanyel, Médina Malafi, Saré Maoundé Niana, Thiamène
<b>Mballocounda</b>	246	21	Mballocounda, Sinthiou Ifra, Babou Dème
<b>Total</b>	1398	119	

Source : Sène et Diallo, 2018

Les enquêtes qualitatives sont réalisées à l'aide de guides d'entretien portant sur les thèmes suivants : les activités socioéconomiques de la commune, l'accès aux infrastructures sociales collectives de base, les raisons qui déterminent les mobilités transfrontalières des personnes et leurs impacts sur les transformations socio-économiques et territoriales de la commune et les activités transfrontalières illicites. Enfin, nous nous sommes entretenus avec le Président du comité de vigilance pour la lutte contre le vol bétail sur les causes du vol de bétail dans la localité, le fonctionnement du comité et les difficultés rencontrées. Quelques personnes ressources sont enquêtées : le Maire de la commune, les chefs de villages, les représentants des services administratifs et techniques (écoles, centres de santé, service agricole, service des eaux et forêts).

## 1.2. Les caractéristiques sociogéographiques de la zone transfrontalière d'étude

La zone transfrontalière d'étude présente des caractéristiques sociogéographiques favorables aux mobilités des personnes. Il s'agit de l'homogénéité ethnoculturelle, la tranquillité de la zone et la perméabilité de la frontière.

### **1.2.1. L'homogénéité ethnoculturelle**

De part et d'autre de la frontière sont présents les mêmes groupes ethniques notamment les peulhs et les wolofs qui sont majoritaires. La quasi-totalité des populations qui habitent la zone sont également de religion musulmane. L'homogénéité ethnoculturelle est le socle des relations amicales qui existent entre la population de la commune de Dinguiraye et celle de la Gambie. Les relations amicales se manifestent à travers des visites de courtoisie. Il est fréquent de voir un gambien qui passe la journée dans un village sénégalais et inversement. Par exemple, à Béal, un village de la commune de Dinguiraye, viennent régulièrement séjourner des populations des villages de Ndiorène et de Fory de la Gambie uniquement pour causer avec leurs proches sénégalais. Ces derniers affirment faire la même chose. Vu sous cet angle, l'espace transfrontalier forme une entité sociologiquement homogène (Belinga, 2013). Ce qui montre que l'instauration des frontières coloniales n'a pas coupé les relations socioculturelles entre les populations (Nassa, 2005).

Les relations familiales et amicales constituent les supports sur lesquels se greffent toutes les autres relations. Quand elles sont bien entretenues, les autres se développent facilement. Lorsque les rapports de voisinage sont bons entre populations frontalières, les ressources naturelles (terres et forêts) font l'objet d'une utilisation commune. Tel est le cas dans la zone d'étude où chaque année des gambiens empruntent des champs aux cultivateurs de Dinguiraye. Les relations sont maintenues et renforcées grâce aux mariages transfrontaliers. 73,1% des ménages enquêtés affirment qu'une femme gambienne est mariée dans leur ménage, ou ont donné une de leurs filles en mariage en Gambie.

L'homogénéité ethnoculturelle transfrontalière renforce les relations des populations. Elle est source de cohésion sociale qui permet aux populations locales de franchir la frontière sans crainte car elles se reconnaissent dans tous les deux côtés de la frontière. Selon Pourtier (2010), « *les espaces transfrontaliers africains fonctionnent sur la base de réseaux marchands, eux-mêmes articulés sur des parentés ethniques* » (Pourtier, 2010: 127). Ainsi, l'interaction née des

liens historiques, sociaux et culturels et des frontières poreuses entre la Gambie et la Casamance facilitent la circulation des personnes dans les deux directions (Ebere, 2015).

### **1.2.2. La tranquillité de la zone**

Depuis les indépendances, le continent africain est affecté par plusieurs conflits frontaliers. Ils sont inhérents aux revendications territoriales car les frontières africaines sont imprécises dans leur majorité. Seul le 1/3 de ces frontières est défini clairement et les 67% sont incertaines (Ouattara, 2015). Parmi les différends frontaliers qui ont ébranlé la stabilité de l'Afrique occidentale, on peut citer les deux conflits qui ont opposé le Burkina Faso et le Mali en 1974 et en 1985 à propos de la zone frontalière de l'Agacher. En 1963, le Niger et le Bénin se sont livrés à un conflit à cause d'un îlot du fleuve Niger. En 1989, malgré la précision de la ligne qui les sépare (le fleuve), le Sénégal et la Mauritanie se sont affrontés. Ce conflit a commencé entre éleveurs mauritaniens et agriculteurs sénégalais. Il s'est traduit par des affrontements interethniques très sanglants qui ont engendré des milliers de victimes et une rupture des relations diplomatiques entre les deux Etats. C'est avec la Mauritanie seulement que le Sénégal a eu un conflit frontalier. Cependant, il existe parfois des tensions entre le Sénégal et ses voisins du Sud notamment la Gambie et la Guinée-Bissau à cause généralement de l'aide supposée apportée par ces pays au Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC). En dépit de l'inexistence de tout élément naturel matérialisant la frontière sur la limite Nord de la région de Kolda, les populations sénégalaises comme gambiennes connaissent la ligne qui sépare les deux pays. Cette reconnaissance de la frontière leur permet d'éviter tout conflit lié aux revendications territoriales comme c'est noté dans plusieurs zones frontalières en Afrique.

Les agressions au niveau des pistes reliant les villages frontaliers n'existent pas ou sont rares. 86,6% des personnes enquêtées avouent n'avoir pas constaté de pareil cas entre la commune de Dinguiraye et la Gambie depuis la capture de Pathé Bangoura<sup>1</sup> dans les années 1990 par les éléments de la gendarmerie de la brigade de Kolda. Seuls 13,4% des populations ont vu des attaques sur les pistes. Elles ont observé ce phénomène non pas au niveau des pistes qui mènent vers l'extérieur mais plutôt celles qui relient les villages de la commune. Selon elles, les « criminels » ciblent uniquement les femmes. Elles les perçoivent plutôt comme des coureurs

---

<sup>1</sup> Malfaiteur qui serait de nationalité de la République de Guinée

de jupons. Ainsi, la zone frontalière étudiée est calme, paisible et constitue une zone d'épanouissement des populations. Ces dernières peuvent vaquer à leurs activités sans être inquiétées. Cette caractéristique la distingue de plusieurs zones frontalières.

### **1.2.3. La perméabilité de la frontière**

Dans la plupart des cas, la frontière sénégalo-gambienne n'est pas fondée sur des éléments naturels comme celle sénégal-mauritanienne avec le fleuve Sénégal. La frontière entre le département de MYF et la Gambie est totalement ouverte. Elle est traversée à tout moment sans difficulté puisqu'il n'existe aucun obstacle naturel ou humain qui s'oppose à son passage.

La population de la commune de Dinguiraye ainsi que celles des communes voisines de la frontière se rendent en Gambie sans contraintes. Les douaniers de MYF surveillent la frontière seulement le mardi, jour du *loumo* (marché) de Saré Bodjo en Gambie, sauf en cas de signal. Ils stationnent alors sur la piste entre Saré Bodjo et Dinguiraye. Toutefois, ils ne parviennent à saisir que la marchandise du premier passant car dès que ce dernier les dépasse, il transmet l'information aux autres qui sont derrière par appel téléphonique. Dans ce contexte, l'importance des relations sociales peuvent être perçues comme un facteur de développement de la fraude. La pluralité des pistes de passage détermine la perméabilité de la frontière et fragilise davantage les systèmes de contrôle douanier. L'homogénéité ethnoculturelle, la tranquillité et la perméabilité ont réduit ici la frontière à sa simple expression.

## **II. L'INCIDENCE DE LA DISCONTINUITE TERRITORIALE NEE DE LA FRONTIERE SUR LES MOBILITES TRANSFRONTALIERES LICITES**

L'analyse des différentes raisons qui sous-tendent les mobilités transfrontalières montre qu'elles sont nombreuses et variées.

### **2.1. Les mobilités liées aux raisons commerciales**

Les mobilités liées à l'activité commerciale entre le Sénégal et la Gambie sont importantes. Dans la zone d'étude, elles empruntent tous les deux sens mais la direction vers la Gambie domine à cause du *loumo* de Saré Bodjo et de la faiblesse de ses droits de douane.

#### **2.1.1. L'influence du *loumo* de Saré Bodjo sur la mobilité vers la Gambie**

Avec la défaillance de l'Etat dans la commercialisation des produits agricoles à cause des politiques d'ajustement structurel (PAS) des années 1980, plusieurs *loumo* frontaliers émergent



(Diallo, 2015). Ces *loumo* deviennent les réceptacles des produits agricoles. Celui de Saré Bodjo exerce une forte influence dans le département de MYF, en particulier dans la commune de Dinguiraye. Du fait de la proximité de la frontière, la majeure partie de la production agricole et pastorale de la commune est vendue en Gambie, surtout dans ce marché hebdomadaire. 79 % des chefs de ménages interviewés y vendent leurs produits. D'après Fanchette (2001), une part importante de la production arachidière du département de MYF se retrouve dans les *loumo* gambiens.

Le *loumo* de Saré Bodjo a une dimension internationale à l'instar de celui de Diaobé au Sénégal où se rencontrent beaucoup de nationalités (Sénégalais, Gambiens, Maliens, Guinéens, etc.). En plus des produits agricoles venus du Sénégal, notamment de Dinguiraye, il a aussi un marché à bétail de très grande envergure. Il draine l'essentiel des animaux vendus dans le département de MYF. Cependant, les produits agricoles empruntent les deux sens. En effet, au moment de la récolte, les produits prennent la direction de la Gambie. Mais pendant l'hivernage où les greniers se vident, les paysans se rendent dans ce *loumo* pour acheter des sacs de mil, sorgho, maïs etc. pour la consommation. Pour les animaux (vaches, moutons, chèvres), ils suivent une seule et unique direction vers la Gambie.

La commune de Dinguiraye est ceinturée par les deux *loumo* de Saré Bodjo et de MYF qui représentent les seules places marchandes de la zone. Ils constituent deux plaques tournantes dans les échanges transfrontaliers. Toutefois, la population de Dinguiraye fréquente plus le *loumo* de Saré Bodjo (en Gambie) que celui de MYF. Les 79% des ménages questionnés fréquentent le *loumo* de Saré Bodjo contre 21% qui se rendent à celui de MYF. Les agriculteurs et éleveurs de Dinguiraye sont attirés à la fois par la proximité géographique du *loumo* de Saré Bodjo (33,6% des enquêtés) et ses prix plus abordables que ceux de MYF (41,2% des enquêtés). Ainsi, le choix du lieu d'approvisionnement dépend de son accessibilité géographique et du prix de ses produits.

Cependant, les *loumo* sénégalais comme ceux de MYF, de Médina Sabakh et de Diaobé attirent également les agriculteurs gambiens. D'après Diallo (2015), les motivations des gambiens à fréquenter les marchés sénégalais à la lisière de la frontière sont liées à l'accès au Franc CFA. Comme le souligne également Pourtier (2010 : 126) : « *De nombreux acteurs tirent parti de la différence de potentiel des espaces frontaliers, surtout là où une forte discontinuité monétaire stimule le commerce* ». Ainsi, plusieurs échanges sont notés dans l'espace frontalier de

Dinguiraye favorisés par la différence des prix liée en partie au différentiel monétaire entre le franc CFA et le dalassi. Cette situation est illustrée dans les périphéries du Nigéria où des marchés, des agglomérations jumelles ponctuent les espaces frontaliers. Le différentiel entre le naira et le franc CFA y favorise également les échanges informels. De même, l'économie du Bénin qualifié par Igue et Soule (1992) « d'État entrepôt » dépend largement de cette rente frontalière.

### **2.1.2. La mobilité vers Dinguiraye pour la vente de produits halieutiques et maraîchers**

Il existe des mouvements migratoires de la Gambie vers Dinguiraye. Ceux-ci demeurent cependant faibles. Ils concernent les vendeurs de poissons et les vendeuses de fruits et légumes. Des gambiens, en moto ou en vélo, franchissent quotidiennement la frontière pour vendre des poissons à Dinguiray et dans tout le département de MYF. Les raisons sont dues au fait qu'il n'y a pas une zone de pêche dans le département d'une part et d'autre part ce dernier est très éloigné des grandes zones de pêche sénégalaises comme Kaffountine, Cayar, Joal, etc. Les femmes mandingues des villages gambiens comme Mabaly et Bantanto traversent la frontière pour vendre des fruits ou des légumes dans la commune de Dinguiraye. L'arboriculture et le maraîchage sont très développés dans ces villages gambiens à cause de la proximité de la nappe phréatique.

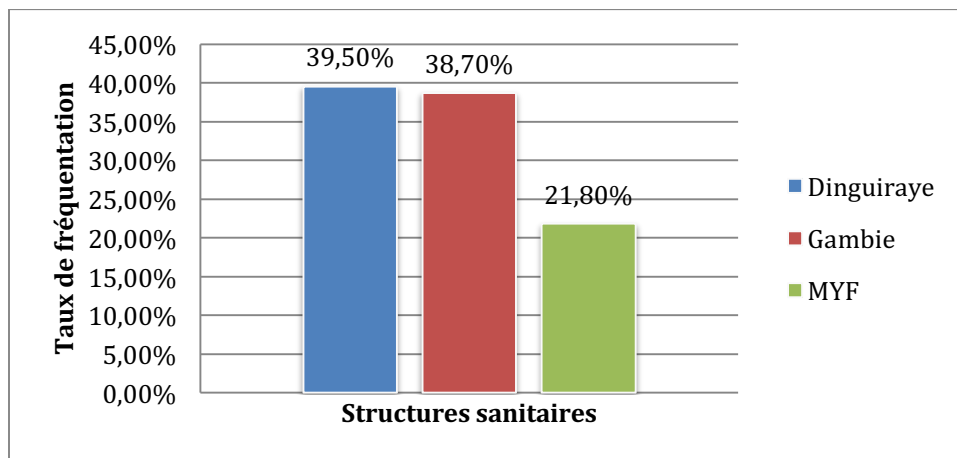
## **2.2. La différence de qualité des systèmes sanitaires et éducatifs en faveur des mobilités vers la Gambie**

Les politiques sanitaires en vigueur au Sénégal visent à faciliter l'accès aux soins sanitaires à travers la Couverture de Maladie Universelle (CMU) et les Mutuelles de Santé (MS). La CMU ambitionne l'accès des enfants âgés de moins de cinq ans et les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans aux soins sanitaires sans frais. Ces deux tranches d'âge constituent les couches les plus vulnérables de la société. Quant aux MS, elles consistent à rembourser des frais médicaux et pharmaceutiques aux membres éligibles aux prestations selon une grille de taux des remboursements des frais. Nonobstant ces belles initiatives du gouvernement sénégalais en matière de santé, l'accès à celles-ci reste problématique. Cela peut être expliqué par un manque de structures sanitaires, l'insuffisance de médicaments et le faible revenu des ménages surtout en milieu rural. Le déséquilibre territorial en matière d'accès aux infrastructures sociales de base qui caractérise le Sénégal depuis le temps colonial se manifeste également sur le plan sanitaire (Sène et Codjia, 2016). Ce déséquilibre se traduit également

entre les structures sanitaires urbaines et rurales. Celles qui se trouvent en ville sont mieux équipées en personnel et en plateau médical.

Ces inégalités d'offre de soins sont plus ressenties en zones frontalières où elles sont tributaires de l'absence de couverture conjointe (Dione, 2013). A Dinguiraye, environ 38,7% de la population font recours aux structures sanitaires de la Gambie, particulièrement celles de Bansang et de Saré Bodjo pour pallier à leur faiblesse d'accès aux soins sanitaires (Fig. 2). Les coûts médicaux plus bas et la meilleure qualité des soins font que les populations de Dinguiraye sont plus intéressées par les infrastructures sanitaires de ce pays. Ainsi, de part et d'autre de la frontière, s'opposent des pouvoirs et des politiques économiques et sanitaires différents. La diversité des politiques sanitaires crée alors des disparités des coûts des médicaments et la qualité des soins se différencie également entre les deux pays partageant la même limite.

**Figure 2 : Fréquentation de la population de Dinguiraye par structure sanitaire**



Source : Sène et Diallo, 2018

Les facteurs qui justifient la fréquentation des ménages de Dinguiraye aux structures sanitaires gambiennes sont entre autres : le coût des soins jugé moins onéreux, une meilleure prise en charge des malades et une meilleure perception de ces structures. Pour le premier facteur, les populations enquêtées stipulent que si le patient possède la carte nationale d'identité gambienne, il ne paie que le ticket de consultation au même titre que les gambiens, sauf s'il doit prendre des perfusions sanguines ou doit subir une opération chirurgicale. Le ticket de consultation s'élève à 5 dalassis, soit 50 F CFA.

En revanche, quant il ne possède pas ce document administratif gambien, il paie le double, voire le triple de ce que paie un gambien. Donc, pour profiter de cette opportunité, la population de cette zone frontalière renonce souvent à la nationalité sénégalaise au profit de celle gambienne. Ainsi, la majeure partie de la population de Dinguiraye, surtout les femmes, ont en possession la carte nationale d'identité gambienne. Les femmes constituent une catégorie sociale très vulnérable et accompagnent le plus souvent les malades dans les hôpitaux gambiens.

Les ménages de Dinguiraye dont les membres se soignent en Gambie considèrent que les services de santé gambiens sont plus performants et leur personnel plus accueillant et plus aimable que ceux de Dinguiraye et de MYF.

Sur le plan éducatif, les mobilités transfrontalières sont moins intenses. Quelques enfants de Dinguiraye sont inscrits dans les écoles gambiennes et la majeure partie parmi eux ne font pas la navette journalière entre la commune et leur établissement. Ils restent en Gambie et ne reviennent chez eux que pendant les vacances scolaires. Les raisons qui motivent les parents à inscrire leurs enfants dans l'école anglaise sont la durée des études au Sénégal (cycle scolaire plus long), les origines des familles et les grèves répétitives dans l'école sénégalaise. Auparavant, le manque d'écoles dans les villages frontaliers était une cause. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas car dans la quasi-totalité des villages qui bordent la frontière, il existe des écoles élémentaires. La scolarisation des enfants en Gambie réduit les effectifs des écoles sénégalaises dans certains villages frontaliers. C'est le cas de l'école élémentaire de Mbanyelle (Médina Pathé) qui est confrontée à un problème d'effectif alors que plusieurs familles du village envoient leurs enfants en Gambie pour étudier.

### **2.3. L'accès au foncier sénégalais, facteur de mobilité à caractère agricole vers Dinguiraye**

La proximité géographique des villages frontaliers, les appartenances lignagères et le bon voisinage permettent aux agriculteurs gambiens d'accéder aux terres sénégalaises. Les prêts de terres entre agriculteurs sont fréquents dans les zones frontalières sénégal-gambiennes. 37,8% des chefs de ménages enquêtés dans la commune de Dinguiraye prêtent des parcelles à leurs voisins gambiens contre 16,8% qui ne font pas cette pratique. Les 45,4% restant concernent les villages situés loin de la frontière où les prêts de terres sont inexistantes. Cette pratique existe dans tous les villages de Dinguiraye qui longent la frontière. Aucun conflit foncier n'est encore survenu entre propriétaire et emprunteur d'après les explications fournies par les personnes

interviewées. Les prêts de terres aux gambiens diminuent les jachères qui durent entre une et quatre années. D'où l'appauvrissement des sols par leur surexploitation en l'absence d'enrichissement par la fumure animale ou organique ou l'utilisation des engrais. Ce phénomène contribue à la faiblesse des rendements agricoles qui peuvent entraîner à leur tour l'insécurité alimentaire.

Par ailleurs, certains agriculteurs gambiens possèdent des terres en territoire sénégalais. Les habitants de Saré Bodjo possèdent leurs propres champs à Saré Maoundé Niana et à Mbanyelle deux villages de la commune de Dinguiraye. L'appropriation de ces terres par les gambiens, remonte à la période coloniale. Vers les années 1920, plusieurs villages de la commune étaient considérés comme faisant parti de la Gambie. Le Chef de canton de l'époque découvrit cette situation lors d'un recouvrement des impôts. Quand il demanda les populations de ces villages de s'acquitter de leurs impôts, elles refusèrent en disant que leurs villages n'appartiennent pas aux français. C'est à partir de 1934 que la frontière est clairement redéfinie par le Commandant de Cercle de l'époque avec la collaboration de son homologue britannique. Afin d'échapper aux lourds impôts et aux travaux forcés des français, elles retournèrent en Gambie d'après les explications fournies par Demba DIOP<sup>2</sup> et Djiby DIOP<sup>3</sup> lors de nos enquêtes. Ainsi, les habitants de Saré Bodjo continuent de s'approprier des terres dans ces deux villages. Pour eux, ces terres ont été défrichées par leurs ancêtres qui vivaient dans ces localités. Ce qui fait qu'actuellement à Saré Maoundé Niana, les *mbambé* (champs qui encerclent les maisons) sont cultivés par les habitants de Saré Bodjo. Pourtant, l'autorité de la commune de Dinguiraye demeure indifférent aux emprunts de terres ou leur appropriation par les gambiens.

### **III. LA FRONTIERE, UN SUPPORT AUX MOBILITES TRANSFRONTALIERES ILLICITES**

Le Sénégal et la Gambie partagent une frontière terrestre très poreuse le long de laquelle s'effectuent plusieurs activités illicites comme le trafic du bois, la contrebande et le vol de bétail.

#### **3.1. La présence chinoise en Gambie favorable au trafic du bois de venn de MYF**

Dans le département de MYF, le trafic de bois de venn est devenu l'activité principale de la population depuis 2011. Ce trafic de bois est lié à la présence d'une entreprise chinoise en

---

<sup>2</sup> Un vieil homme habitant dans le village de Dinguiraye (chef-lieu de la dite Commune)

<sup>3</sup> Le Chef de village de Saradou

Gambie qui achète les troncs de bois pour les acheminer en Chine dans leurs industries de transformation. Cette activité contribue à l'emploi des jeunes dans le département de MYF où l'agriculture pluviale demeure la principale source de revenus des populations pendant la saison des pluies. Des agents des eaux et forêts de MYF sont présumés être complices de cette activité illégale en transmettant des informations aux exploitants sur leurs horaires et trajets de ronde. En contrepartie, ils reçoivent des sommes d'argent. Les informations fournies permettent aux trafiquants d'échapper aux contrôles et d'acheminer les troncs de bois en Gambie dans les dépotoirs.

L'ampleur du trafic du bois dans le département de MYF et son niveau d'organisation élevé rend vain la plupart des stratégies visant à le stopper. L'activité est constituée de plusieurs catégories d'acteurs répartis en quatre niveaux. Le premier niveau regroupe les coupeurs, le deuxième rassemble les transporteurs, le troisième réunit les chargés d'information et les acheteurs forment le quatrième niveau. L'exploitation des ressources forestières dans la zone est source de conflit entre la population sénégalaise d'une part et entre la population sénégalaise et gambienne d'autre part. Les conflits génèrent parfois des meurtres. Par exemple, le 06 Avril 2018, Moustapha Guèye, un défenseur de la forêt, est assassiné par des trafiquants aux abords de son village Same Yéro Guèye dans la commune de Niaming du département de MYF. Les témoignages recueillis lors des enquêtes stipulent que le défunt s'opposait à l'abattage d'un arbre aux alentours de son village situé à proximité de la frontière gambienne.

Les gambiens viennent chercher également des bois de services (bois de chauffe, tiges de bambou, etc.) dans les forêts du département de MYF. Les tiges de bambou sont prisées par la population gambienne car l'espèce n'existe pas en Gambie et elles sont utilisées pour la construction des cases. La recherche de ces ressources constitue un facteur déterminant dans les relations et mobilités transfrontalières de la zone.

### **3.2. La contrebande, un élément vital pour la population de Dinguiraye**

La contrebande peut être définie comme étant l'introduction de produits prohibés dans un territoire sans que ces derniers soient taxés. Selon Sy (2010) la contrebande désigne l'importation illégale de marchandises. Elle fournit à la population vivant le long de la frontière gambienne comme celle de Dinguiraye des ressources indispensables pour satisfaire ses besoins vitaux. Les produits les plus prisés sont de nature alimentaire, vestimentaire,

cosmétique, et quelque fois pharmaceutique comme les paracétamols qui sont une menace sanitaire pour la population.

Le principal facteur de développement de la contrebande dans la commune de Dinguiraye est l'enclavement. Celui-ci se traduit par un déficit de communication entre la localité et les autres grandes agglomérations du pays lié à l'état de dégradation avancée des routes dans tout le département de MYF. Ainsi, les populations frontalières de la zone se détournent des circuits d'approvisionnement des centres urbains du Sénégal estimés très éloignés au profit de ceux de la Gambie plus proches. Cazeneuve (1999) note que l'enclavement de la région de Kolda conduit les populations à se détourner des circuits d'approvisionnement à partir de Dakar, pour privilégier les circuits marchands plus courts. Il entraîne donc une situation d'extraversion du système d'approvisionnement tourné vers les pays frontaliers.

La Gambie est le principal fournisseur de produits importés aux régions Sud du Sénégal. Son choix comme pays d'approvisionnement des populations frontalières à l'image de celle de la zone d'étude se justifie par la proximité géographique et le coût plus accessible de ses produits. Les écarts de prix entre le Sénégal et la Gambie sont le résultat des politiques commerciales et les tarifs douaniers appliqués dans les deux pays. Les disparités des prix poussent la population de Dinguiraye à contourner les voies et procédures d'approvisionnement légal. La Gambie ravitaille alors la commune en denrées de première nécessité, constituant la base de la consommation locale. Par exemple le sucre, une denrée très concernée par la fraude, permet d'illustrer le différentiel de prix entre les deux pays. Un kilogramme de sucre est vendu à 400 F CFA en Gambie alors qu'il coûte 600F de l'autre côté de la frontière dans toute la région de Kolda. Ainsi, une importante quantité du sucre consommé à Kolda est d'origine gambienne.

Par ailleurs, entre la commune de Dinguiraye et la Gambie, il n'y a aucun obstacle naturel ou humain matérialisant la frontière pouvant empêcher les populations de se mouvoir facilement. La frontière perméable et traversée à toute heure ne constitue pas un obstacle pour les populations environnantes de s'approvisionner en Gambie. Pourtant, les populations locales n'ignorent pas que la frontière sépare deux entités territoriales souveraines et par conséquent l'activité contrebandière y est interdite. Mais cette dernière leur permet de dépenser moins pour accéder à certaines denrées alimentaires.



La fraude constitue certes un véritable moyen de survie pour la population locale frontalière de Dinguiraye, mais elle impacte négativement sur l'économie nationale sénégalaise alors que certains travaux stipulent que la Gambie est l'archétype d'un « État-contrebandier » vivant de ses frontières et de leur transgression clandestine (Caramel, 2016 ; Sène, 2014). Conscient de cette situation, les autorités locales de Dinguiraye sollicitent à l'Etat du Sénégal un poste de douane dans la collectivité pour lutter contre le fléau. Mais la création d'un poste douanier peut-elle limiter la contrebande ? D'une part, on sait que l'érection du poste ne garantit pas à la population l'accès aux produits dont elle a besoin. D'autre part, la population locale a une bonne maîtrise du milieu susceptible de la permettre de défier le contrôle douanier. La lutte contre la contrebande passerait plutôt par une unification des prix des produits de consommation dans les deux pays grâce à une coopération transfrontalière renforcée. Selon Agbo (2011), la coopération interétatique peut être un moyen pour décourager les contrebandiers.

### **3.3. Le vol de bétail facilité par la présence de la frontière**

La position frontalière de la région de Kolda avec trois pays (Gambie, Guinée et Guinée-Bissau), lui confère un potentiel géostratégique énorme dans les dynamiques économiques, sociales et culturelles (SRSD, 2013). Cependant, cette position frontalière l'expose au vol de bétail et met en péril son élevage. La région est à dominante pastorale et l'élevage y a été traditionnellement développé selon un mode extensif. Malgré les mesures prises par l'Etat du Sénégal pour éradiquer le phénomène, il persiste surtout dans les zones frontalières. Tavares (2015) soutient que le vol de bétail est plus récurrent à la frontière Bissau-guinéenne. Au niveau de cette frontière, le développement du phénomène est assujéti à la présence de la rébellion armée du MFDC qui a secoué la zone depuis plus de 30 ans. À la frontière gambienne, le trafic illicite du bétail n'est pas encore éradiqué. L'envergure du fléau pousse les populations transfrontalières à mettre en place des structures de concertation locales pour accompagner les pouvoirs publics dans la lutte. Ces structures peuvent être considérées comme des formes de coopérations transfrontalières car elles regroupent des sénégalais, des bissau-guinéens et des gambiens. Elles sont nommées « comités de vigilance pour la lutte contre le vol de bétail ».

### **Conclusion**

Les disparités politiques et réglementaires entre pays frontaliers se traduisent par des différences importantes sur l'accès aux infrastructures sociales de base (centres de santé, écoles, commerces) et les prix des produits (agricoles, forestiers, denrées alimentaires, etc.). Les



populations des zones frontalières profitent beaucoup de ces inégalités à travers leurs déplacements. Ainsi, les mobilités transfrontalières des populations contribuent à atténuer les inconvénients nés de l'existence de la frontière et améliorent leurs conditions de vie. La frontière devient alors une importante ressource que les populations des « périphéries nationales » ont su mettre à profit. Les raisons qui poussent la population de la commune de Dinguiraye à partir en Gambie sont multiples : socioculturelles, économiques et commerciales, sanitaires et éducatives. Les gambiens franchissent également la frontière à cause des ressources naturelles sénégalaises (bois de services, bois de chauffe, parcelles de cultures) et pour des besoins commerciaux, notamment la vente de poissons et de produits maraîchers. Certains mouvements, renforcés par l'enclavement de la zone et la proximité de la frontière, sont toutefois illicites mais contribuent largement à l'économie locale et à la satisfaction des besoins de base des populations transfrontalières. Il s'agit de la contrebande, du vol de bétail et du trafic du bois.

Enfin, les mobilités transfrontalières entre la commune de Dinguiraye et la Gambie sont intenses et permanentes. Elles se sont renforcées par des facteurs socioculturels comme l'homogénéité ethnoculturelle, la paix au niveau de la frontière et sa perméabilité. Les mobilités des personnes se font dans les deux sens mais avec une domination en direction de la Gambie.

## BIBLIOGRAPHIE

### ○ Article de revue

Caramel, L. (2016), Entre Gambie et Casamance, les saigneurs du bois de venn. Journal Le Monde du 26/05/2016, *en ligne*, [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/26/les-saigneurs-du-vene\\_4926559\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/26/les-saigneurs-du-vene_4926559_3212.html).

Diallo, M.M. (2015). Mobilités socio-spatiales et production territoriale en Sénégal. EchoGéo, No 34.

Enda Diapol. (2013). Prévention des conflits et construction de la paix : 80 membres des OLZT de la Ségambie méridionale formés. Tam-Tam, l'Écho de l'actualité transfrontalière, décembre 2013, N° 1 et 2, 8-9.

Fanchette, S. (2001). Désengagement de l'Etat et recomposition d'un espace d'échange transfrontalier : la haute Casamance et ses voisins. Autrepart, N° 19, 91-113.

Ouattara, L. (2015). Frontières africaines 1964-2014 le défi de l'intangibilité. *La revue géopolitique*, *en ligne*, <https://www.diploweb.com/Frontieres-africaines-1964-2014.html>

Sène, A.M. & Codjia, C. (2016). Dynamiques de l'aménagement du territoire et inégalités socio-spatiales au Sénégal. Québec, Cahiers de géographie du Québec, 60(169), 11-27.

Sène, A.M. & Kane, I. (2018). Enclavement et contraintes au développement des transports au Sénégal : cas de la ville de Ziguinchor. REMSES, N°7, Janvier-juin 2018, 222-242.

Sène, A.M. (2014). Gouvernance des ressources naturelles au Sénégal : Quelle implication des acteurs non étatiques. Dans KOBOR, D. (Éd.). Workshop énergies renouvelables et développement durable (Colloque N°4, 15-17 mai 2014, Ziguinchor). Revue ScienceLib, Toulouse, Éditions Mersenne, 109-130.

Sy, O. (2010). La transhumance transfrontalière, source de conflits au Ferlo (Senegal). M@ppemonde, 98 (2), 13p.

Verdier, J-L. (2013), Les Chinois pillent la forêt Casamançaise. Publié en ligne le 02/09/2013. <http://www.sinstallerausenegal.com/2013/09/02/les-chinois-pillent-la-foret-casamançaise>.

### ○ Livre

Dubresson, A., Moreau, S., Raison, J-P. & Steck, J-F. (2011). L'Afrique subsaharienne : une géographie du changement, Paris, Armand Colin.

Foucher, M. (2014). Frontières d'Afrique. Pour en finir avec un mythe. Paris, Éd. CNRS.  
Walther, O. (2008). Affaires de patrons. Villes et commerce transfrontalier au Sahel. Berne, Peter Lang, 478 p.

Igué, J. & Soule, B. (1992). L'État entropôt au Bénin, Paris, Karthala, 207p.

Igué, J. (1995). Le territoire et l'État en Afrique : Les dimensions spatiales du développement. Paris, Karthala, 277 p.

Pourtier, R. (2010). Afrique noires. Paris, Hachette, 286p.

○ **Chapitre de livre**

Ebere, C. (2015). La géopolitique du conflit en Casamance : les relations entre le Sénégal et la Gambie, in Gorée Institute (Ed.), *Conflit et paix en Casamance : dynamiques locales et transfrontalières* (pp.56-74). Ile de Gorée, Gorée Institute.

Tavares, E. (2015). La géopolitique du conflit en Casamance : relations avec les États voisins de Gambie et de Guinée-Bissau, in Gorée Institute (Ed.), *Conflit et paix en Casamance : dynamiques locales et transfrontalières* (pp. 43-45). Ile de Gorée, Gorée Institute.

○ **Travail non publié (thèses, document de travail, actes de conférences, etc.)**

ANSD (Agence Nationale de Statistique et de la Demographie – Senegal). (2014), *Recensement General de la Population et de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage – RGPHAE 2013*, Rapport définitif, Dakar, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.

Belinga, E.B. (2013), *La coopération transfrontalière entre le Cameroun et la Guinée équatoriale*, Mémoire de Master 2 non publié, Université Yaounde II, Institut des Relations Internationales du Cameroun.

Cazeneuve, S. (1999), *La Dynamique des échanges frontaliers entre Gambie et Haute-Casamance*. Rapport de stage sous la direction de S. Fanchette, Université Paris-I, 66 p.

Diallo, A. (2012), *Sénégal méridionale du conflit casamançais aux nouveaux trafics*. Colloque : complexe « Sécurité et développement », Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE). Paris, 12 juin 2012.

Dione, I. (2013), *Polarisation des structures de soins de la Haute Casamance : entre construction nationale des systèmes de santé et recours aux soins transfrontaliers*, Thèse de doctorat non publiée, Université Nantes Angers Le Mans, 238p.

Evans, M. (2003), *Ni paix, ni guerre: the political economy of low-level conflict in the Casamance*. Background research for HPG Report 13, 1-22.

Nassa, D.D.A. (2005), *Commerce transfrontalier et structuration de l'espace au Nord de la Cote d'Ivoire*, Thèse de doctorat non publiée, Université de Bordeaux 3, UFR Géographie-Aménagement, UMRS CNRS/ ADES- DYMSET, 336p.

Ravet, R. (2012), *Systèmes de conflits et enjeux sécuritaires en Afrique de l'ouest*. Gorée Institut, Rapport de 2012, 62-115.

Sossou-Agbo, A.L. (2011), *Dynamique territoriale à la frontière bénino- nigériane : rôles des marchés du Sud-est*, in *Les frontières mobiles*, XIème rencontres du réseau BRIT, Genève/Grenoble, 6-9 septembre 2011.

SRSD. (2013), *Situation économique et sociale de la Région de Kolda*. Rapport, Dakar, Ministère de l'Economie, des Finances et du plan, ANSD, 99 p.